

Info Marne

« Seul, on subit. Ensemble, on résiste. Organisés, on gagne ! »

SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : le « courage » mais pour qui ?	1
Reims : Les transports urbains en grève	2
Bezannes : Soutien aux grévistes agressés	2
Couvrot - Calcia : en grève contre un management toxique	2
LA 80 ^{ÈME} FOIRE DE CHÂLONS : Vue de notre fenêtre	3
• LE BAL DES PRÉTENDANTS	4
• LA SEMAINE DE LA CGT SUR LA FOIRE	6

Édito : le « courage » mais pour qui ?



Les 26 et 27 août, le MEDEF a réuni le patronat à Roland-Garros pour ses journées d'été 2026. Placée sous le thème du « courage », cette rencontre a surtout été l'occasion pour les dirigeants patronaux de présenter leurs revendications et de peser sur le débat politique à l'approche de l'élection présidentielle de 2027.

Derrière les grands discours sur la compétitivité, la souveraineté, l'innovation ou la réindustrialisation, le message patronal reste toujours le même : moins d'impôts, moins de cotisations, moins de normes et moins de dépenses publiques.

Pour le MEDEF, les entreprises seraient trop contraintes et les salariés devraient encore faire des efforts comme : travailler davantage, accepter de nouvelles réformes des retraites, subir la réduction des dépenses sociales et maîtriser les salaires.

Mais de quel courage parle-t-on ?

Le courage serait-il de demander toujours plus aux salariés alors que les dividendes, les profits et les rémunérations des grands dirigeants continuent de progresser ?

Le patronat présente les cotisations sociales comme un coût alors qu'elles financent nos retraites, notre assurance maladie, le chômage et notre protection sociale. Les réduire, c'est donc affaiblir les droits collectifs des travailleurs.

Le MEDEF réclame également la poursuite des aides publiques aux entreprises et la baisse de la fiscalité, sans exigences de contreparties. Pourtant, des milliards d'euros d'argent public sont déjà versés aux entreprises.

La question essentielle devrait être : quels emplois, quels salaires, quels investissements et quelles conditions de travail en échange ?

La présence de plusieurs responsables politiques à Roland-Garros montre également que le MEDEF entend imposer ses priorités dans la campagne présidentielle. Dette, retraites, fiscalité et travail sont ainsi abordés largement à travers le prisme des revendications patronales.

Pour nous, il faut inverser cette logique.

Le courage, ce n'est pas de faire travailler plus longtemps ceux qui travaillent déjà. C'est d'augmenter les salaires, de partager les richesses, de renforcer les services publics, de redonner du sens au travail et de faire contribuer davantage les profits et le capital, sans même parler du dérèglement climatique produit par le système ultralibéral. Car, une évidence demeure : sans les travailleurs, pas de richesse, pas d'entreprise et pas d'économie.

À Roland-Garros, le MEDEF voulait servir son programme. Maintenant, à nous de défendre le nôtre !

(lire l'article de l'Union – Entretien avec Sophie BINET)

Ghislain BRIDE, Secrétaire Général de l'Union départementale CGT de la Marne



4 septembre 2026
#158

**Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne**
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr



ensemble, on s'organise > 

Reims :

Les transports urbains en grève



La CGT des Transports Urbains de Reims était en grève ce mardi 1^{er} septembre 2026, jour de rentrée des classes, pour protester contre des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) non abouties et des conditions de travail de plus en plus dégradées.

Les salariés subissent des décisions politiques locales totalement délirantes en matière d'offre de transport (lignes de bus embourbées le long du canal où aucun arrêt n'existe, terminus de lignes non desservis car non réalisés, modifications intempestives du réseau provoquant un manque d'anticipation sur l'installation de sanisettes aux terminus, travaux en continu sur tous les itinéraires de bus, non prise en compte des besoins en matériel roulant, etc.), et la direction Transdev en rajoute par son management moyenâgeux, par son manque de travail et parfois même par son manque de compétences.

Ce cocktail a conduit 70 % des conducteurs et conductrices à suivre le mouvement, rejoints par des services administratifs, techniques, tramway et autres, eux-mêmes grévistes à 100 % parfois. Les répercussions de ces décisions se font sentir à tous les niveaux.

Un piquet de grève a été mis en place devant les portes de l'entreprise dès 5h du matin et vers 11h, une délégation d'une vingtaine de grévistes est allée manifester devant les locaux de l'inspection du travail à Reims, afin de l'interpeller sur son absence de réponse depuis plus de deux ans. Pourquoi ce silence face aux alertes de la CGT sur des sujets graves comme le prêt de main d'œuvre illicite, le non-respect des accords d'entreprise, les entraves au CSE, etc. ? Les élus CGT au CSE vont d'ailleurs saisir la justice à ce sujet.

La rentrée sociale aux Transports Urbains de Reims s'annonce orageuse, mais le syndicat CGT ne lâchera rien. A suivre...

[\(Voir le reportage de France 3 Champagne Ardennes\)](#)

Bezannes :

Soutien aux grévistes agressés

Deux salariés grévistes de l'entreprise de transport ambulances/bus Dewitte, un chauffeur et une ambulancière, ont été percutés mardi 1^{er} septembre par un autocar conduit... par le chef d'entreprise en personne accompagné d'un chauffeur recruté en vue de remplacer le personnel en grève.

La scène, hallucinante, a été filmée par un gréviste et ne laisse aucun doute sur la volonté d'en découdre du chef d'entreprise « Je pense que le prochain, avant de bloquer mon entreprise, il y réfléchira à deux fois. » (sic)...

L'Union Locale CGT de Reims a immédiatement réagi en apportant son soutien aux salariés blessés, ainsi qu'à leurs collègues en lutte. Sophie BINET, Secrétaire Générale de la CGT, présente à la Foire de Châlons ce vendredi 4 septembre, a dénoncé avec force cette attaque décomplexée contre le droit de grève, un des piliers de notre démocratie. Le droit de grève est un droit fondamental, garanti par la Constitution, et ne peut en aucun cas faire l'objet de telles tentatives d'obstruction. La CGT espère que cette atteinte manifeste au droit de grève, qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques, sera fermement sanctionnée.

Le chef d'entreprise et le second conducteur du véhicule ont été placés en garde à vue.

[\(Lire la motion de soutien de l'Union locale CGT\)](#) [\(lire l'article NVO\)](#)

Couvrot - Calcia : en grève

contre un management toxique



Les salariés de la cimenterie Calcia de Couvrot ont cessé le travail vendredi 4 septembre à l'appel de la CGT.

Sophie BINET, présente dans la Marne ce jour, est allée soutenir les grévistes réunis en nombre sur le piquet de grève.

Depuis la longue grève de fin 2023, le climat social dans l'entreprise n'a cessé de se dégrader. Depuis cette date, on ne décompte pas moins d'une vingtaine d'événements qui en témoignent : sanctions disciplinaires, démissions contraintes, ruptures conventionnelles, licenciements. Un élu du personnel a même reçu une

convocation pour un entretien disciplinaire la veille de son départ en vacances...

La direction n'a tenu aucun compte des rappels à l'ordre de l'administration, de l'inspection du travail et de la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail), du rapport accablant d'un expert indépendant sur les risques psychosociaux.

Le récent licenciement d'un jeune conducteur d'engin, pour un prétexte bidon, aura été la sanction de trop.

L'image du groupe Heidelberg Materials France, dont fait partie l'usine Calcia de Couvrot, va se trouver sérieusement altérée par les conséquences de ce management toxique. Une assemblée générale du personnel, dans une autre cimenterie du groupe, celle d'Airvault dans les Deux-Sèvres, est d'ailleurs programmée pour des motifs identiques. ([Voir le préavis de grève](#))

LA 80^{ÈME} FOIRE DE CHÂLONS

Vue de notre fenêtre



La Foire de Châlons a ouvert ses portes le vendredi 28 août. Une centaine de militants, à l'appel de la CGT, ont décidé d'accueillir Catherine VAUTRIN pour rappeler les exigences du monde du travail. ([Voir l'article de la CGT du champagne « Foire de Châlons 2026 : la CGT ouvre la rentrée sociale. »](#))

173 HEURES PLUS TARD : Catherine VAUTRIN toujours aux abonnés absents !

♪♪ (sur l'air du téléphone pleure de Claude François) ♪♪
« Allô ?

Écoute, Catherine est près de toi

Il faut lui dire « Catherine, c'est quelqu'un pour toi »

Ah, c'est le monsieur de la CGT

Bon, je vais la chercher

Je crois qu'elle se promène à la foire

Et je ne sais pas si elle va pouvoir venir

Dis-lui, je t'en prie, dis-lui c'est important.

Et il attend

Dis, tu veux lui dire quoi à la ministre

Elle me fait toujours des grands signes

Et elle me dit toujours tout bas « fais croire que je ne suis pas là »

Le téléphone pleure, mais surtout ne sonne pas ! »



Pour ce faire, le directeur de cabinet a donc soigneusement noté le numéro de téléphone d'un responsable départemental de la CGT. « Patientez, on vous rappelle », a-t-il dit.

Nous sommes le vendredi 28 août à 10h30 et nous décidons donc d'attendre. Puis d'attendre. Et d'attendre encore !

A l'heure où nous publions cet article, près de 173 heures se sont écoulées. Le téléphone a été rechargé cinq fois, nous avons vérifié la batterie, le réseau, le volume de la sonnerie, les appels bloqués, bref rien de rien ! Pas un appel, pas un SMS, pas même un petit : « Désolé, Catherine est occupée, elle est au stand de la ferme, elle traite une vache, caresse un mouton, embrasse un veau pour la photo et on vous rappelle. »

Et soudain le doute s'installe, cette formidable proposition de rencontre était peut-être une manœuvre destinée à éviter qu'une ministre se retrouve, malgré elle, devant les journalistes, avec des syndicalistes susceptibles de lui poser quelques questions embarrassantes.

Oserions-nous imaginer pareille fourberie ! Un représentant de l'État qui proposerait une rencontre simplement pour éviter qu'elle ait lieu ! Allons donc, quelle vilaine pensée !

Lors de la venue de Catherine VAUTRIN à l'inauguration de la Foire de Châlons, le directeur de cabinet du préfet de la Marne a interpellé la CGT, pour proposer une rencontre avec la ministre, dans les allées de la foire et devant la presse.

Une ministre qui accepte de discuter publiquement avec des syndicalistes, ça ne court pas forcément les allées de la Foire.

Ce serait presque aussi invraisemblable qu'un gouvernement qui se proclamerait défenseur des services publics de santé tout en fermant des lits, supprimant des postes et réduisant leurs moyens.

C'est pourquoi nous informons officiellement la préfecture, et particulièrement son désormais « preneur de rendez-vous », que la CGT reste disponible !

Car nous avons quelques sujets de conversation : les salaires et les pensions qui stagnent pendant que les prix grimpent, les services publics qu'on démantèle morceau par morceau, les hôpitaux qui manquent de moyens, les conditions de travail qui se

dégradent, les emplois supprimés, les retraites qu'on attaque, les fins de mois qui arrivent de plus en plus tôt...

Bref, toutes ces petites choses qui doivent être pour eux sans trop d'importance, mais qui préoccupent quotidiennement la vie de millions de Français, et qui ont du mal à franchir les grilles des ministères et des préfectures. Malgré tout, nous continuerons à surveiller le téléphone, car à la CGT on ne lâche rien ! Mais qu'ils ne tardent pas trop tout de même, parce qu'à force de repousser les rendez-vous avec ceux qui galèrent et se mobilisent, il peut arriver que ce soient les électeurs qui fixent le prochain rendez-vous.

LE BAL DES PRÉTENDANTS



Cette année encore, la Foire n'aura pas été seulement agricole, commerciale ou festive. Elle est devenue un passage presque obligé pour les candidats et prétendants à l'Elysée.

RETAILLEAU : Beaucoup de discours, peu de réponses pour les travailleurs

Bruno RETAILLEAU est venu à la Foire de Châlons se présenter comme le défenseur de « la France du travail » et pas « la France des profiteurs. » Qui sont les profiteurs ? Les travailleurs ? Les retraités ? Les malades ? Les vieilles recettes de la droite pour lutter contre ces « profiteurs » sont bien connues : moins de droits sociaux, moins de services publics, davantage d'efforts pour les salariés, les retraités et les précaires et toujours plus de cadeaux au patronat.

Quand les salaires stagnent, que les services publics reculent et que les agriculteurs peinent à vivre de leur travail, ce ne sont pas les plus précaires qu'il faut montrer du doigt : ce sont les profits et les politiques qui organisent cette injustice qu'il faut combattre.

Nous ne laisserons pas les travailleurs servir de décor aux ambitions présidentielles.

Le véritable courage, c'est d'augmenter les salaires, de défendre les retraites, de renforcer les services publics et de faire payer davantage le capital. Pas de promesses électorales : des droits et du salaire pour celles et ceux qui créent les richesses !

BARDELLA : Derrière le discours social, regardons les votes

À la Foire de Châlons, Jordan BARDELLA veut se présenter comme le défenseur des travailleurs et du monde rural. Mais au-delà des discours, il faut regarder les actes et les votes du RN au Parlement européen.

Quelques exemples sont éclairants sur le décalage entre les paroles et les actes :

- ▶ Le RN a voté contre la directive européenne sur des salaires minimums adéquats, pourtant destinée à améliorer les salaires et la couverture par la négociation collective.
- ▶ À Châlons, BARDELLA parle aux travailleurs ; au Parlement européen, son groupe vote contre les nouvelles protections pour ces mêmes travailleurs.
- ▶ Sur les retraites, le RN avait promis l'abrogation de la réforme Macron, avant que BARDELLA ne reconnaisse en 2024 que cette abrogation ne serait pas forcément une priorité, invoquant notamment la situation budgétaire.

Pour nous, les travailleurs doivent donc juger les candidats sur leurs actes, leurs votes et leurs choix politiques, et pas seulement sur leurs discours de campagne.

Le RN prétend défendre les travailleurs ? Alors qu'il commence par défendre leurs salaires, leurs droits et leurs protections !

Personne ne peut être dupe : le RN n'a jamais été et ne sera jamais du côté des travailleuses et des travailleurs.

ATTAL : Nouvelle donne ou vieilles recettes ? salaires, renforcer les services publics, protéger les emplois et partager les richesses.

Gabriel ATTAL est venu présenter sa « nouvelle donne économique et climatique ». Mais derrière les nouveaux slogans, on retrouve surtout les vieilles recettes libérales : toujours plus de compétitivité, moins de contraintes pour les entreprises et de nouvelles baisses d'impôts pour le patronat.

Le « choc de productivité » promis ne doit surtout pas devenir un choc contre les travailleurs : intensification du travail, pression sur les salaires et remise en cause des droits sociaux.

Quand ATTAL promet de rapprocher le salaire médian français de celui des États-Unis, la question est simple : avec quels droits, quelles protections et quelles conditions de travail ?

Pour nous, la priorité n'est pas de donner toujours plus de liberté au capital, mais d'augmenter les salaires, de renforcer les services publics, de protéger les emplois et de partager les richesses.

Après les politiques menées sous Macron, dont ATTAL a été Premier Ministre, les travailleurs connaissent déjà la musique.

À Châlons, ATTAL vient à la rencontre du monde du travail. Nous lui répondons : ce sont les travailleurs qui créent les richesses, ils doivent en récupérer leur part !

PHILIPPE et BERTRAND ont déjà gagné... leur droit d'y croire

À droite, on ne sait toujours pas qui gagnera la présidentielle de 2027. En revanche, deux hommes semblent avoir une certitude : ce devrait être eux.

Tous deux ont déambulé dans les allées aérées de la Foire de Châlons.

Édouard PHILIPPE prépare l'après-Macron avec l'enthousiasme discret de celui qui préférerait qu'on oublie qu'il a largement participé à l'avant. Premier ministre pendant trois ans, il se présente désormais en homme du changement. C'est pratique, la politique : on peut repeindre la façade sans préciser qu'on habitait déjà la maison.

Son programme ? Du sérieux, de l'effort, des économies, du travail. Bref, PHILIPPE promet aux Français du sang, de la sueur et probablement un tableau Excel.

Xavier BERTRAND, lui, possède un avantage considérable : il n'est pas Édouard PHILIPPE.



Depuis des années, il sillonne les plateaux avec sa « droite sociale », ses territoires et son indépendance. BERTRAND est tellement indépendant qu'à force, on se demande parfois de qui il pourrait encore se séparer.

Il veut parler au peuple, aux ouvriers, aux classes moyennes et à la France périphérique. Une ambition respectable. Reste à convaincre cette France périphérique qu'elle passe ses soirées à attendre Xavier BERTRAND.

Voilà donc le match.

Philippe possède l'expérience du pouvoir, mais doit faire oublier ce qu'il en a fait. Bertrand n'a pas ce problème : encore faut-il convaincre qu'on souhaite lui confier le pouvoir.

L'un veut incarner la rupture avec un système qu'il a dirigé. L'autre veut incarner le renouvellement après plusieurs décennies de carrière politique. C'est audacieux. Et pendant que les deux hommes peaufinent leur stature présidentielle, une petite formalité reste à accomplir : convaincre les Français.

Car pour l'instant, PHILIPPE et BERTRAND ont peut-être trouvé la réponse à la question « Qui veut devenir président ? » Pour la question « Pourquoi eux ? », le dépouillement risque d'être un peu plus long.

LA SEMAINE DE LA CGT SUR LA FOIRE

MARDI 1^{ER} SEPTEMBRE :

À la reconquête de l'industrie régionale



Un débat contradictoire organisé par le Comité Régional CGT Grand-Est a réuni une cinquantaine de militants venus de tous les secteurs industriels de la région. L'exemple du projet Orion de Saint-Gobain, consistant à remplacer les hauts fourneaux de l'usine de Pont-à-Mousson par un grand four à arc électrique, a été longuement présenté par la CGT de l'entreprise, qui en fut à l'origine. Son ambition est de produire la fonte la plus décarbonée d'Europe, en pérennisant l'usine et en sauvegardant les emplois, un exemple vertueux pour la reconquête de notre industrie régionale.

MERCREDI 2 SEPTEMBRE :

Les 90 ans des congés payés



L'U.S.L.R (Union des Sections Locales de Retraités) de Châlons a organisé un colloque sur le thème du Front Populaire et, des Accords de Matignon de juin 1936. 40 camarades retraités et actifs ont participé à cette rencontre.

Après un rappel sur les luttes sociales des années 1930, des manifestations anti-fascistes contre les ligues nationalistes (Croix de feu, Action Française) de la réunification de la CGT au congrès de Toulouse, de l'arrivée au pouvoir de la gauche, un débat à eu lieu sur les similitudes de cette période avec notre époque. Un camarade de l'I.H.S (Institut d'Histoire Sociale de la CGT) nous a rappelé l'historique des congés payés, une des lois sociales à laquelle les Français sont les plus attachés..

La victoire du front populaire a marqué un tournant majeur dans l'histoire sociale Française. Toutes les avancées ont été gagnées suite à des grèves unitaires avec occupation des usines.

JEUDI 3 SEPTEMBRE

Quelle gare voulons-nous pour demain ?



Comme chaque année à la Foire de Châlons, s'est tenu le débat sur le service public ferroviaire. Une soixantaine de cheminots, de citoyens et d'usagers, de dirigeants régionaux de la SNCF, sont venus débattre des besoins des usagers au sein des gares, en présence de Thierry NIER, Secrétaire de la Fédération CGT des cheminots.

La CGT des cheminots de Reims est partie d'une rencontre faite au mois de juin devant la gare de Reims avec les usagers, afin de les entendre. Et leurs attentes sont très proches de celles de la CGT : non à la fermeture des guichets, de meilleurs horaires d'ouvertures des gares et des guichets, nécessité d'une présence humaine pour l'accueil, le conseil et la sécurité, par des cheminots, plus d'emplois, du bon café, des toilettes gratuites et propres, des prix abordables (et pas seulement en Ouigo)...

Vendredi 4 septembre :

Sophie BINET était présente à Châlons.

Un compte-rendu détaillé de cette journée paraîtra dans le numéro 159 d'Info Marne.

